

**Politique énergétique - Réponse de
M. Sébastien Lecornu, secrétaire
d'Etat auprès du ministre d'Etat,
ministre de la transition écologique
et solidaire, à une question orale au
Sénat**

(Paris, 13 février 2018)

(Question sur la part d'énergie nucléaire dans le mix énergétique à l'horizon de 2025)

Madame la Sénatrice, en deux minutes trente il est évidemment quasiment impossible de résumer la politique énergétique de la France. J'évoquerai donc succinctement ses grands principes.

Premier principe : la stratégie énergétique repose avant tout sur un combat pour le climat. Par définition, la décarbonation de la production de l'électricité est un enjeu absolument majeur, ce qui emporte donc - je commencerai par là pour vous répondre puisque votre département est concerné - la fermeture de quatre centrales à charbon, dont une au Havre.

Deuxième principe : pour réduire la part du charbon, ainsi que celle du nucléaire, il faut libérer les énergies renouvelables. Vous l'avez évoqué à la fin de votre question mais j'y réponds dès à présent car il n'y a pas de programmation pluriannuelle de l'énergie - PPE - fiable et sincère, je l'ai dit la semaine dernière publiquement, s'il n'y a pas une véritable libération des énergies renouvelables. Là aussi, votre département est concerné, notamment par des projets d'éolien en mer, avec en plus des filières économiques à défendre et des filières industrielles à protéger. C'est un enjeu important et un certain nombre d'annonces ont été faites sur l'éolien.

Par ailleurs, un groupe de travail est en cours de réflexion pour agir sur les moyens de libérer la méthanisation, élément extraordinairement important pour diversifier les revenus, notamment ceux des agriculteurs. Un travail similaire sera effectué sur le photovoltaïque, sachant que nous avons déjà annoncé un doublement des appels d'offres en la matière. Il s'agit donc d'un volet essentiel.

Troisième principe, enfin : traiter la question de la part de l'atome dans le mix électrique. À cet égard, nous maintenons un objectif à 50%, sauf que l'horizon 2025, tel qu'il était fixé dans la loi de transition énergétique, n'était pas un horizon fiable et sincère, pour des raisons industrielles, pour des raisons économiques, pour des raisons liées aussi à la sécurité de l'approvisionnement en électricité, notamment telle que RTE l'a décrite dans ses fameux cinq scénarios voilà maintenant quelques semaines.

Cela me permet de vous rappeler que la sécurité de l'approvisionnement en électricité est, bien

sûr, l'un des ingrédients majeurs de la PPE telle que nous souhaitons la définir. Cela se fera avec RTE. La sûreté des installations nucléaires fait également pleinement partie de la réflexion dans le cadre de la PPE. D'ailleurs, ce n'est pas au gouvernement de dire ce qui est sûr ou pas sûr, c'est au gendarme nucléaire, l'ASN, ainsi qu'aux équipes de l'IRSN, moins connues du grand public mais qui travaillent beaucoup sur ces questions.

Sécurité d'approvisionnement, combat pour le climat, sûreté des installations, ce sont autant de variables prises en compte dans la rédaction, en cours, de la PPE, qui sera bientôt versée au débat public. Pour la première fois, le gouvernement a souhaité associer l'Assemblée nationale et le Sénat aux réflexions sur ce sujet./.

(Source : site Internet du Sénat)